



Procédure : 25118

# CONCOURS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

## REGLEMENT DE CONCOURS

### PHASE CANDIDATURE

#### Acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

---

Collectivité Européenne d'Alsace

Adresse : Place du Quartier Blanc 67000 STRASBOURG

Direction opérationnelle / Service acheteur : Direction Immobilier et Moyens Généraux / Service Grands Projets Nord

#### Objet de la consultation

---

**Concours de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une  
cuisine mutualisée à Strasbourg Neuhof  
Phase 1 : Candidatures**

#### Date limite de **remise des candidatures**

---

**Date : Mercredi 30/07/2025  
Heure : 12h00**

Offres à déposer exclusivement par voie dématérialisée sur la plateforme :

[Alsace Marchés Publics](#)

# Sommaire

<b>1. Objet du concours.....</b>	<b>4</b>
1.1 Procédure de passation .....	4
1.2 Description du projet .....	4
1.3 Lieu d'exécution .....	4
1.4 Nomenclature .....	5
<b>2. Budget .....</b>	<b>5</b>
2.1 Enveloppe financière prévisionnelle .....	5
2.2 Modalités de financement.....	5
<b>3. Déroulement de la procédure.....</b>	<b>5</b>
3.1 1 <sup>ère</sup> phase : sélection des candidats (objet du présent règlement).....	5
3.2 2 <sup>ème</sup> phase : sélection du lauréat .....	6
<b>4. Composition et fonctionnement du jury .....</b>	<b>6</b>
4.1 Composition du jury .....	6
4.2 Organisation des travaux du jury – PHASE CANDIDATURES.....	7
<b>5. Modalités du concours .....</b>	<b>7</b>
5.1 Planning prévisionnel du déroulement de la consultation .....	7
5.2 Missions confiées à l'attributaire du marché .....	8
5.3 Intervenants de l'opération.....	8
5.4 Forme du marché.....	9
5.5 Durée du contrat.....	9
5.6 Conditions de participation des concurrents .....	9
5.7 Dispositions relatives aux groupements.....	10
<b>6. Contenu du dossier de consultation .....</b>	<b>11</b>
<b>7. Présentation des candidatures.....</b>	<b>11</b>
7.1 Contenu du sous-dossier « Dossier administratif » .....	12
7.2 Contenu du sous-dossier « Dossier technique » .....	12
<b>8. Critères de sélections des candidatures .....</b>	<b>13</b>
<b>9. Primes .....</b>	<b>13</b>
<b>10. Conditions d'envoi et remise des candidatures.....</b>	<b>14</b>

<b>11. Dispositions d'ordre général.....</b>	<b>16</b>
11.1 Suite donnée au concours .....	16
11.2 Langue de rédaction des documents .....	16
11.3 Renseignements complémentaires.....	17
<b>12. Procédures de recours.....</b>	<b>17</b>

## 1. Objet du concours

La présente consultation concerne **la phase 1 Candidatures** :

**Concours de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une cuisine mutualisée à Strasbourg NeuhoF (Bas-Rhin).**

La phase 2 *Sélection du lauréat* sera présentée dans un second règlement.

### 1.1 Procédure de passation

La consultation pour le présent marché public de maîtrise d'œuvre sur rendu esquisse est lancée suivant la procédure du concours restreint en application des articles R. 2162-15 à R. 2162-26 du Code de la commande publique.

### 1.2 Description du projet

Le quartier du NeuhoF à Strasbourg bénéficie d'un projet de renouvellement urbain piloté par l'Eurométropole de Strasbourg et l'ANRU. Dans ce cadre il est prévu de construire un nouveau collège de 600 places, doté d'un projet éducatif d'excellence autour des sciences, sur le site de l'ancien Hôpital Lyautey. Ce nouveau collège qui devrait ouvrir à la rentrée 2026, conduira à progressivement fermer l'actuel collège Solignac dans les années qui suivront.

**Dans la recherche de synergie et d'optimisation des moyens publics il est souhaité la construction d'un équipement de restauration qui pourrait répondre aux besoins de la Collectivité européenne d'Alsace (pour les collèges) et de la Ville de Strasbourg (pour les groupes scolaires).**

Les deux Collectivités souhaitent offrir aux collégiens et aux primaires / maternelles demi-pensionnaires un service public de restauration scolaire de qualité.

La Collectivité européenne d'Alsace (CeA) met en œuvre un projet global de restauration afin :

- d'accélérer la transition alimentaire,
- de créer un modèle de restauration durable en Alsace
- et de favoriser un approvisionnement de proximité.

Il s'agit d'améliorer encore la qualité des repas, préparés très majoritairement sur place grâce au savoir-faire des agents techniques des collèges en utilisant des produits frais, de saison, en privilégiant les circuits courts, et d'offrir pour ce temps de pause un cadre agréable et convivial aux élèves.

Au-delà de la volonté de proposer ce service public de qualité aux élèves dont elle a directement la charge, la CeA souhaite développer selon les besoins du territoire alsacien des solutions de restauration collective mutualisée avec les communes qui en ont besoin. Le projet de cuisine centrale et de restauration scolaire mutualisée pour le quartier du NeuhoF s'inscrit dans ce contexte et devra donc répondre aux enjeux portés par le présent projet de restauration.

### 1.3 Lieu d'exécution

✓ **16 rue Louis Braille - 67100 STRASBOURG**

## 1.4 Nomenclature

71000000-8	Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection
------------	---

## 2. Budget

### 2.1 Enveloppe financière prévisionnelle

La part de l'enveloppe affectée aux travaux s'élève à **5 550 000 euros H.T** (valeur janvier 2025).

### 2.2 Modalités de financement

Financement sur le budget annuel de la Collectivité européenne d'Alsace en ressources propres et avec un cofinancement de la Ville de Strasbourg.

Le délai global de paiement est de 30 jours.

## 3. Déroulement de la procédure

Le concours se déroule en deux phases :

- **1<sup>ère</sup> phase : sélection des candidats**
- **2<sup>ème</sup> phase : sélection du lauréat**

Il est rappelé que l'examen par le jury de sélection du lauréat (2<sup>ème</sup> phase) se fera sur la base des prestations anonymes.

### 3.1 1<sup>ère</sup> phase : sélection des candidats (objet du présent règlement)

Le jury examine les candidatures et formule un avis motivé sur celles-ci en tenant compte des critères de sélection mentionnés dans le présent document.

Après avis du jury, le représentant de l'acheteur fixe la liste des **3 candidats admis à concourir**.

Les **3** candidats sélectionnés le seront à titre provisoire en attendant qu'ils produisent dans les conditions de l'article R2144-5 du Code de la commande publique, les documents justificatifs de l'absence de motifs d'exclusion à l'exception de l'extrait de casier judiciaire. En cas de retrait d'un candidat susceptible d'être retenu, le maître d'ouvrage retiendra le candidat le mieux classé suivant dans le classement proposé par le jury.

Il est rappelé que ne peuvent concourir et participer aux missions de maîtrise d'œuvre, directement ou indirectement, les personnes ayant pris part à l'organisation et au déroulement du concours, les membres de leur famille, ainsi que leurs associés groupés ou ayant des intérêts professionnels communs.

L'acheteur transmet par la suite le dossier de consultation simultanément aux 3 candidats sélectionnés.

### 3.2 2<sup>ème</sup> phase : sélection du lauréat

Le jury procède de manière anonyme à l'examen des plans et projets des trois candidats admis à concourir, dans les conditions prévues aux articles R2162-17 et 18 du Code de la commande publique.

**Après avis du jury**, classement des projets et levée de l'anonymat des **3** candidats admis à concourir, le représentant de l'acheteur choisit le ou les lauréats du concours au vu des procès-verbaux et de l'avis du jury.

Il est alors procédé à la publication d'un avis de résultats de concours dans les conditions prévues aux articles R.2183-1 à 7 du Code de la commande publique.

**Après publication d'un avis de résultats de concours**, un marché public de maîtrise d'œuvre sera attribué au lauréat ou à l'un des lauréats du concours après négociations en application de l'article R2122-6 du Code de la commande publique.

## 4. Composition et fonctionnement du jury

### 4.1 Composition du jury

Le jury est composé exclusivement de personnes indépendantes des participants au concours.

Le jury est composé de membres élus de la Commission d'Appel d'Offres de la CeA et de personnalités qualifiées, conformément aux articles R-2162-15 à 26 du Code de la commande publique et aux articles L1414.2 et L 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Une ou plusieurs personnes qualifiées possédant les mêmes qualifications que celles exigées des candidats au concours, seront désignées par le président du jury dans les conditions de l'article R2162-22 du Code de la commande publique. Ces personnalités auront une voix délibérative.

Peuvent être invités avec voix consultative par le président du jury :

- Un représentant du DREETS
- Le comptable de la collectivité

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres à voix délibératives est présente.

La décision d'admission des candidats est prise par le maître d'ouvrage.

## 4.2 Organisation des travaux du jury – PHASE CANDIDATURES

Le jury vérifiera la conformité des candidatures au règlement du concours.

Le jury exclura de la procédure de sélection :

- Les candidatures incomplètes ;
- Les candidatures arrivées hors délais.

Le jury entendra le rapporteur de la commission technique ayant procédé à l'analyse préalable des candidatures destinée à préparer le travail du jury. En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante.

Le jury dresse un procès-verbal dans lequel il relate les circonstances de son examen, formule un avis motivé par lequel il propose un classement des candidatures fondé sur les critères mentionnés à l'article 7 ci-dessous et consigne, s'il y a lieu ses observations et tout point nécessitant des éclaircissements La décision d'admission des candidats est prise par le maître d'ouvrage

## 5. Modalités du concours

### 5.1 Planning prévisionnel du déroulement de la consultation

Les éléments portés ci-dessous sont donnés à titre prévisionnel.

<b>30/07/2025</b>	Date limite de réception des candidatures
<b>Fin-sept 2025</b>	Jury - sélection des candidatures Choix des candidats par le maître d'ouvrage
<b>Début Octobre 2025</b>	Mise à disposition des dossiers de consultation aux candidats retenus
<b>Mi-Octobre 2025</b>	Visite du terrain
<b>Fin-Décembre 2025</b>	Date limite de réception des esquisses
<b>Février 2026</b>	Jury - classement des projets
<b>Mars 2026</b>	<b>Choix du lauréat</b>

## 5.2 Missions confiées à l'attributaire du marché

La mission de maîtrise d'œuvre loi MOP (Deuxième Partie Livre IV du Code de la Commande Publique) est du type mission de base avec mission EXE et missions complémentaires DIA, CSSI et SIGN.

**Les missions de coordonnateurs SPS, de contrôleur technique, d'OPC seront assurées par des intervenants extérieurs à l'équipe de maîtrise d'œuvre.**

Code	Libellé
<b>MISSIONS DE BASE</b>	
ESQ	ESQUISSE (mise au point)
APS	APS (Avant-Projet Sommaire)
APD	APD (Avant-Projet Définitif)
PRO + EXE	Etudes de projet
ACT	Rédaction des pièces marchés (DPGF/CCTP/plans/ cadre de mémoire technique - Assistance pour la passation du contrat de travaux
EXE	Etudes d'exécution et de synthèse
DET	Direction de l'Exécution des Travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement
<b>MISSIONS COMPLEMENTAIRES</b>	
DIA	Diagnostic
CSSI	Coordination des systèmes de sécurité incendie
SIGN	Etude et le suivi de la mise en œuvre de la signalétique et du design actif

## 5.3 Intervenants de l'opération

Le maître d'ouvrage est assisté par :

- **MP CONSEIL, Programmiste**  
23 rue de la Haye  
67300 SCHILTIGHEIM
- **OASIIS, Assistant à Maîtrise d'ouvrage « Performances énergétiques et environnementales »**  
15 avenue de la Paix  
67000 STRASBOURG



## **5.4 Forme du marché**

La consultation ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots. Les prestations donneront lieu à un marché unique.

Le présent marché ne fait pas non plus l'objet d'un fractionnement en tranches ou bons de commande.

## **5.5 Durée du contrat**

Le délai d'exécution est fixé à **50** mois, décomposé comme suit :

- **20 mois de conception**
- **18 mois de suivi d'exécution des travaux**
- **12 mois de garantie de parfait achèvement**

Le début d'exécution prévisionnel du marché est prévu pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2026.

Il commencera à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de commencer les prestations.

## **5.6 Conditions de participation des concurrents**

Chaque candidat peut se présenter, soit seul, soit en se constituant dès le stade de candidature en groupement momentané de maître d'œuvre, et doit justifier de la présence au minimum d'un ou plusieurs architectes, inscrits au tableau de l'Ordre des Architectes pour les architectes français, ou possédant un diplôme reconnu au titre de la directive n°85/384/CEE du 10 juin 1985, dont l'un sera obligatoirement mandataire du groupement.

Conformément aux dispositions de l'article R2142-26 du Code de la commande publique, les groupements retenus à concourir ne pourront pas être modifiés entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché, exception des cas mentionnés dans cet article.

Le candidat devra justifier de toutes les compétences exigées et listées ci-dessous par la forme de son choix (cotraitance ; emploi direct au sein de son cabinet, sous-traitance pour les compétences autorisées) à indiquer dans le DC1 du mandataire ainsi que dans l'annexe :

- [Architecture ;](#)
- [Economie de la construction ;](#)
- [Structure bois/béton ;](#)
- [Ingénierie des fluides ;](#)
- [Electricité courants forts et faibles ;](#)
- [Coordination SSI ;](#)
- [Génie climatique dont simulation thermique dynamique et Phpp,](#)
- [Performances environnementales, HQE \(spécialisé label passif\);](#)
- [Bilan bas carbone \(ACV type E+ / C-\)](#)
- [Coût d'exploitation maintenance](#)
- [Gestion des sites et sols pollués ;](#)
- [VRD avec compétences dans la gestion durable des eaux pluviales \(infiltration à l'échelle de la parcelle sans rejet sur réseau urbain\);](#)
- [Gestions de déchets ;](#)
- [Cuisiniste ;](#)
- [Paysagisme \(sous-traitance autorisée\) ;](#)
- [Acoustique \(sous-traitance autorisée\) ;](#)
- [Signalétique \(sous-traitance autorisée\) ;](#)

**Toute autre compétence jugée utile par le candidat pour le bon accomplissement de la mission (sous-traitance autorisée) peut être indiquée.**

Seuls sont admis à participer les candidats justifiant de l'intégralité des compétences exigées ; pour les compétences pour lesquelles la sous-traitance est autorisée le mandataire devra indiquer de manière explicite dans son dossier de candidature que la sous-traitance de cette compétence est prévue.

**En complément à l'article R. 2142-21 du code de la commande publique, seuls les cabinets d'architecture ne peuvent pas se présenter dans plusieurs candidatures.**

Chaque candidat peut se présenter, soit seul, soit en se constituant dès le stade de candidature en groupement momentané de maître d'œuvre, et doit justifier de la présence au minimum d'un ou plusieurs architectes, inscrits au tableau de l'Ordre des Architectes pour les architectes français, ou possédant un diplôme reconnu au titre de la directive n°85/384/CEE du 10 juin 1985, dont l'un sera obligatoirement mandataire du groupement.

Ne peuvent, en aucun cas, participer au concours ainsi qu'aux missions de maîtrise d'œuvre, directement ou indirectement, les personnes ayant pris part à l'élaboration du programme, à l'organisation et au déroulement du concours, les membres de leur famille (descendants, ascendants et leurs collatéraux), leurs associés groupés ou ayant des intérêts professionnels communs ainsi que les membres du jury.

Les membres du jury ne pourront en aucun cas participer aux missions confiées au(x) lauréat(s) du concours.

Les organisateurs de la consultation se réservent le droit d'exclure, à tout moment s'il y a lieu, tout candidat pour non-respect partiel ou total des dispositions et règles applicables à la présente consultation.

## **5.7 Dispositions relatives aux groupements**

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises. Si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement.

**L'architecte doit être le mandataire du groupement.**

Seuls les cabinets d'architecture ne pourront pas présenter une offre en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ni en qualité de membre de plusieurs groupements.

## 6. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation de la phase candidature comprend les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.) phase 1 candidature, et ses deux annexes à compléter (Annexe 01 : fiche synoptique – Annexe 02 : Références)
- La note de synthèse programmatique
- L'avis de concours envoyé au BOAMP et JOUE

### • Retrait du dossier de consultation

L'acheteur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par l'acheteur, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard \*.zip (lisibles par Winzip, Quickzip)
- Adobe® Acrobat® \*.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader)
- \*.doc ou \*.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice)
- Rich Text Format \*.rtf
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, . . .).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...).

## 7. Présentation des candidatures

**La phase candidature permettra au maître de l'ouvrage de sélectionner les candidats admis à concourir**, qui seront au nombre de trois maximum.

Les candidats ou chaque membre de l'équipe candidate auront à produire les pièces nécessaires à la sélection des candidatures définies dans l'avis de publicité ainsi que par le présent règlement de consultation, **rédigées en langue française**.

### **Pièces à fournir au titre de la candidature :**

Le mandataire du groupement candidat présentera un dossier appelé « Candidature », comprenant sur la page de garde le nom du mandataire et des cotraitants, ou sous-traitants et le titre « Candidature ».

Pour l'exécution du marché, la forme souhaitée par l'acheteur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes regroupées en deux sous-dossiers distincts :

- ☐ Sous-dossier « Dossier administratif »
- ☐ Sous-dossier « Dossier technique ».

Le contenu des deux sous-dossiers est présenté ci-dessous :

### 7.1 Contenu du sous-dossier « Dossier administratif »

Un premier sous-dossier « **Dossier administratif** » regroupant les éléments suivants est à produire :

- ☒ **DUME ou Formulaire DC1 ou équivalent** : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
- ☒ **DUME ou Formulaire DC2 ou équivalent** : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
- ☒ **Déclaration sur l'honneur** : visée à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique (seulement si le DC1 ou le DUME n'est pas fourni)
- ☒ **Copie du ou des jugements prononcés**, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- ☒ Capacités d'autres opérateurs et recours à la sous-traitance : Pour justifier ses capacités professionnelles, techniques et financières, un candidat, peut demander, que soient prises en compte les capacités d'autres opérateurs économiques. Dans ce cas, il joint, par opérateur, un document prouvant l'engagement de cet opérateur, le formulaire DC4 peut être employé.
- ☒ **L'attestation d'inscription à l'ordre des architectes** ou copie traduite par un traducteur agréé du diplôme équivalent.

### 7.2 Contenu du sous-dossier « Dossier technique »

Un second sous-dossier sur les qualifications et qualité de l'équipe candidate et qualité des références fournies appelé « **Dossier technique** » est à rendre, comprenant :

- ☒ **Une fiche synoptique** au format XLS selon annexe n°1 (elle à compléter et à remettre dans le dossier de candidatures au format XLS).
- ☒ **Une présentation des références de moins de cinq ans** dans les conditions suivantes :
  - > **3 références de l'architecte de moins de 5 ans avec visuels** (présentation selon l'annexe n°2), adaptés aux caractéristiques de l'opération :
    - 1 référence minimum d'un restaurant ou cuisine ; ou en cas d'impossibilité, en enseignement primaire ou secondaire avec accueil périscolaire ;
    - 1 référence minimum d'une opération présentant des performances énergétiques supérieures à la RT 2012 (à minima RT 2012-30% pour la restructuration, pour le neuf : BePOS, Certification E+C-, Passif, RE 2020). La référence ciblée devra être la plus performante possible du point de vue énergétique
    - Les références présentées seront de préférence sur des opérations d'envergure et de complexités similaires, réalisées ou en cours de travaux.
  - > **3 références** (présentation selon l'annexe n°1), **de moins de 5 ans, pour les bureaux d'études et co-traitants**, adaptées aux caractéristiques de l'opération

**Nota** : Les références seront idéalement des projets livrés de moins de 5 ans. A défaut, le candidat pourra proposer des références en phase études ou concours.

## 8. Critères de sélections des candidatures

Le jury examine les candidatures et formule un avis motivé sur celles-ci en tenant compte des critères de sélection mentionnés dans le présent document.

Après avis du jury, le représentant de l'acheteur fixe la liste des **3** candidats admis à concourir.

Les **3** candidats sélectionnés le seront à titre provisoire en attendant qu'ils produisent dans les conditions de l'article R2144-5 du Code de la commande publique, les documents justificatifs de l'absence de motifs d'exclusion à l'exception de l'extrait de casier judiciaire. En cas de retrait d'un candidat susceptible d'être retenu, le maître d'ouvrage retiendra le candidat le mieux classé suivant dans le classement proposé par le jury.

L'acheteur transmet par la suite le dossier de consultation simultanément aux 3 candidats sélectionnés.

### Critères d'évaluation :

- **Qualité de l'expérience professionnelle du candidat**, appréciée au regard de l'adéquation au projet des références présentées par le groupement ;
- **Capacités techniques du candidat**, appréciées au regard de la pertinence de l'équipe proposée (expérience, qualifications, moyens techniques et humains) et de l'adaptation des compétences du groupement aux enjeux du projet.

## 9. Primes

Chaque concurrent ayant remis une prestation conforme au règlement de concours recevra une prime d'un montant de **33 000 € TTC** (TVA incluse). La rémunération du contrat de maîtrise d'œuvre tiendra compte de la prime reçue par le lauréat.

Le jury se réserve la possibilité de réduire ou de supprimer la prime des candidats dont les offres remises, avant audition éventuelle, seraient jugées incomplètes ou non conformes au présent règlement notamment si le candidat n'a pas remis des prestations comprenant l'intégralité des documents ou ne répondant pas aux éléments tels qu'indiqués dans les documents de la consultation.

En outre, si le Jury constate que les prestations remises ne présentent pas une qualité minimum, ou n'ont pas été réalisées avec sérieux, l'indemnité allouée pourra subir une réduction ou la suppression du montant indiqué ci-dessus.

Le versement de la prime aux candidats s'effectuera sur la base de la proposition du jury dans un délai de 30 jours, à compter de la date à laquelle le jury remettra le procès-verbal d'examen complet des prestations et formulera son avis motivé.

Le règlement de concours associé à la proposition du jury servira de justificatif pour la mise en paiement de l'indemnité aux 3 concurrents au maximum.

En cas de non-réalisation de l'opération, le maître d'œuvre retenu percevra l'indemnité évoquée ci-dessus. Le maître d'œuvre retenu ne percevra pas d'autre indemnité en cas d'abandon du projet avant la notification de son marché.

Pour les candidats non retenus l'indemnité vaudra solde de tout compte.

## 10. Conditions d'envoi et remise des candidatures

La transmission des documents par voie électronique est imposée. Elle se fait à l'adresse suivante : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>.

Une **assistance** à l'utilisation de la plateforme est disponible du lundi au vendredi, de 09h à 12h et de 14h à 17h au **numéro unique** suivant : **03.69.49.39.10** ou par **mail** : **contact@alsacemarchespublics.eu**.

Il est interdit de transmettre des plis via un autre moyen électronique (courriel, plateforme de téléchargement...), dans ce cas, les plis seront détruits. De même, la transmission des plis au format papier est interdite, hormis pour les copies de sauvegarde.

Le fuseau horaire de référence sera celui de Paris.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Si un nouveau dépôt électronique est effectué par le même candidat, celui-ci annule et remplace le précédent dépôt, il sera considéré comme une offre complète et doit contenir tous les éléments attendus.

### Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise à l'adresse ci-dessous, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise.

### Adresse :

Collectivité européenne d'Alsace  
Direction des Achats et de la Commande Publique  
Guichet Unique de Réception des Plis  
100 Avenue d'Alsace - BP 20351  
68006 COLMAR Cedex

Horaires d'ouverture en cas de remise directe :

- > du lundi au vendredi de 9h00 à 11h30 et de 14h00 à 16h30

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits dans l'arrêté du 22 mars 2019 modifié par l'arrêté du 14 avril 2023.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure.

• **Conditions de la dématérialisation**

Les candidatures devront être transmises avant le jour et heure inscrits sur la première page du présent règlement de concours. L'heure limite retenue pour la réception de ces documents correspondra au dernier octet reçu. L'envoi des parties de dossiers « non dématérialisables » devra respecter les mêmes jours et heures.

Les candidatures parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Les candidats souhaitant répondre sous forme dématérialisée devront constituer leur pli en tenant compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

Tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :

- standard .zip
- Adobe® Acrobat® .pdf
- Rich Text Format .rtf
- .doc ou .xls ou .ppt en version Microsoft Office 2000-2003 ou antérieurs
- format Libre Office
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif

En cas de format différent, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de rejeter les prestations et offre de prix.

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

▪ **Modalités d'envoi des candidatures**

Le candidat reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la salle des consultations du site web **<http://www.alsacemarchespublics.eu>**.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Les candidatures, prestations et les actes d'engagement transmis par voie électronique sont signés au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Les catégories de certificats de signature utilisées doivent être :

- conformes au référentiel intersectoriel de sécurité,
- et référencé sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'État (Cf. : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>)

Si elle est requise sur la consultation, le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1316-4 du Code civil, qui entre les parties a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme ou devra renoncer à déposer son pli de façon électronique.

Toute opération effectuée sur le site **<http://www.alsacemarchespublics.eu>** sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise.

En cas de difficultés pour télécharger les documents et/ou remettre l'offre sur la plateforme, les candidats pourront s'adresser à la hotline de la plateforme de dématérialisation.

**En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :**

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par le maître d'ouvrage peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le maître d'ouvrage reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou papier envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures, prestations ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le maître de l'ouvrage s'il n'est pas ouvert.

## **11. Dispositions d'ordre général**

### **11.1 Suite donnée au concours**

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de ne pas donner suite au présent concours.

Dans tous les cas, à l'issue de la procédure, le maître d'ouvrage ne prévoit pas d'exposition des projets des candidats.

La participation à la consultation vaut autorisation de la part des candidats pour une exposition nominative de l'équipe candidate concepteur du projet.

### **11.2 Langue de rédaction des documents**

Les dossiers seront obligatoirement rédigés en langue française.

Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.



### 11.3 Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande :

- ✓ De manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/>

**Seules les demandes adressées au moins 10 jours ouvrés avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part de l'acheteur.**

Une réponse sera adressée au plus tard 7 jours ouvrés avant la date fixée pour la réception des candidatures aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés.

Concernant les informations relatives à la remise des candidatures dématérialisées, il convient de se reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures* du présent document.

**Il ne sera répondu à aucune demande orale.**

- Modifications apportées au dossier de consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter en cours de consultation des modifications ou des compléments au dossier de consultation.

Ces éléments seront envoyés aux candidats :

- au moins **7 jours avant la date de remise des candidatures** dans la phase d'appel à candidatures,

Ils devront être considérés par les candidats comme faisant partie du dossier.

## 12. Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

**Tribunal Administratif de Strasbourg**

31 avenue de la Paix

BP 51038

67070 STRASBOURG CEDEX

Tél : 03 88 21 23 23

Courriel : [greffe.ta-strasbourg@juradm.fr](mailto:greffe.ta-strasbourg@juradm.fr)

Adresse internet (U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr>

La décision d'attribution peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Président de la Collectivité européenne d'Alsace dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision attaquée.

Elle peut également faire l'objet des recours suivants devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans les conditions prévues par les textes et la jurisprudence :

- Référé précontractuel jusqu'à la date de signature du marché par la personne publique (articles L551-1 et R.551-1 et suivants du code de justice administrative).
- Référé contractuel dans les 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution au JOUE ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat, ou, en l'absence de publication d'un tel avis ou de la notification précitée, dans les 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat (articles L551-13 et R 551-7 et suivants du CJA).
- Recours pour excès de pouvoir (en cas de contestation des clauses réglementaires du contrat) dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision ou de l'acte attaqué en procédure formalisée (article R.421-1 du code de justice administrative).
- Recours de pleine juridiction ouvert à tout candidat évincé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (CE, 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne n°358994).

Vous avez la possibilité de déposer votre requête :

- I Soit en mains propres à l'accueil de la juridiction ;
- II Soit par voie postale à l'adresse indiquée plus haut ;
- III Soit par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens (la procédure est détaillée sur le site internet dédié <https://www.telerecours.fr/particuliers-personnes-droit-prive/>) ».

Différends liés à l'exécution du marché de chacun des lots (article R.2197-1 du Code de la commande publique) l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional du Règlement Amiable des Litiges

**Préfecture de Meurthe et Moselle**

1 rue du Préfet Claude Erignac

54038 NANCY CEDEX

Tél : 03 83 34 25 65

Courriel : [caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr](mailto:caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr)

Adresse internet (U.R.L) : <http://meurthe-et-moselle.gouv.fr>